

Ce fichier a été téléchargé le samedi 23 février 2019 sur [Criminocorpus](https://criminocorpus.org), Musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines.
25 juin 2014

- [Citer cette page](#)

Pour citer cette page

Législation, *Musée Criminocorpus* publié le 25 juin 2014, consulté le 23 février 2019.
Permalien : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/17556/>

Ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante

Chapitre V – Dispositions diverses.

Extrait

Article 34

Version du 2 février 1945

Texte source : *Ordonnance 45-174 du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante. JORE, 4 février 1945, p. 530-534 ; rectificatif du 6 mars 1945, p. 1162 ; rectificatif du 21 mars 1945, p. 1530.*

L'article 341 du code d'[instruction criminelle](#), est modifié de la manière suivante:

« Si l'accusé a moins de dix-huit ans, le président posera à peine de nullité, les deux questions suivantes :

« 1° Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale??

« 2° Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité??.

Version du 23 décembre 1958

Texte source : *Ordonnance 58-1296 du 23 décembre 1958 modifiant et complétant le code de procédure pénale. JORE, 24 décembre 1958, p. 11711-11758.*

[L'article 34 est abrogé par l'ordonnance 58-1296 du 23 décembre 1958.](#)

~~L'article 341 du code d'[instruction criminelle](#), est modifié de la manière suivante:~~

~~« Si l'accusé a moins de dix-huit ans, le président posera à peine de nullité, les deux questions suivantes :~~

~~« 1° Y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale??~~

~~« 2° Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité??.~~

Version du 9 septembre 2002

Textes sources : *Décision 2002-461 DC du 29 août 2002 publié au journal officiel. JO du 10 septembre 2002, p. 14953-14959., Loi 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice. JORE, 10 septembre 2002, p. 14934-14953 ; rect. 24 décembre 2002, p. 21500.*

[Lorsque le mineur est placé dans l'un des centres prévus à l'article 33, les allocations familiales sont suspendues. Toutefois, le juge des enfants peut les maintenir lorsque la famille participe à la prise en charge morale ou matérielle de l'enfant ou en vue de faciliter le retour de l'enfant dans son foyer. Les allocations familiales suspendues concernent la seule part représentée par l'enfant délinquant dans le calcul des attributions d'allocations familiales.](#)

~~L'article 34 est abrogé par l'ordonnance 58-1296 du 23 décembre 1958.~~